



DEUX JOURS DE FORMATION
ET D'ÉCHANGES
AUTOUR DU 2^e PILIER

www.journeesdelaprevoyance.ch

Un tiens vaut-il mieux que deux tu l'auras ?

280 acteurs romands de la prévoyance professionnelle étaient réunis à Montreux du 17 au 19 mai pour la 8^e édition des Journées de la prévoyance, organisée conjointement par Pittet Associés et PwC. Actualité oblige, c'est de la réforme Prévoyance vieillesse 2020 dont il a surtout été question, notamment lors du traditionnel débat de la Journée commune, très animé, entre pourfendeurs d'un projet financièrement intenable sur le long terme, et défenseurs d'un processus de réforme nécessaire, et sans alternative concrète.

Des conférences, des ateliers pour approfondir certains sujets et faire part d'interrogations pratiques, mais aussi des moments de convivialité afin d'échanger des points de vue et des expériences, les Journées de la prévoyance ont pour vocation d'offrir, dans un cadre toujours majestueux, un contenu riche, adapté aux préoccupations d'un panel de participants avisés. Au cœur de ce programme, la journée du jeudi réunissait, comme de coutume, l'ensemble des participants pour des conférences magistrales et un débat politique.

Celui-ci était consacré à l'avenir des retraites et à la réforme Prévoyance vieillesse 2020, en toute logique, puisqu'une votation populaire importante est attendue en septembre sur le sujet. Animé par le journaliste du quotidien *Le Temps*, Alexis Favre, dont le style pince sans rire a été apprécié, il réunissait des représentants du 2^e pilier (Christiane Jaquet-Berger, Présidente de l'AVIVO Suisse, Jean-Rémy Roulet, Président de l'ASIP et Aldo Ferrari, membre de la CHS PP), mais aussi du monde politique (les Conseillers nationaux Raymond Clottu, Isabelle Moret et Rebecca Ruiz) et du monde économique (Ivan Slatkine, Président de la FER).

Urgence d'une réforme

Quels ont été les points de divergence et de convergence de la discussion ? Personne, bien entendu, ne remet en question la pertinence et l'urgence d'une réforme de la prévoyance, tant les menaces sont importantes, entre autres, celle de l'allongement de l'espérance de vie et celle de la morosité des marchés financiers. Mais les opposants estiment que la réforme proposée maltraite certains principes fondamentaux du système des trois piliers. Pour Isabelle Moret, il n'est pas acceptable de venir compenser les failles du 2^e pilier par l'AVS : « c'est un mini-AVSP plus qu'on nous propose, les syndicats ont bien réussi leur coup. Mais on ne peut pas créer un nouveau problème au niveau de l'AVS pour sauver le 2^e pilier. » Christiane Jaquet-Berger, pour sa part, n'accepte pas que « le principe de l'universalité des rentes soit bafoué – il ne doit pas y avoir de différence de rentes entre les retraités ».

Le financement est une autre raison pour laquelle certains s'opposent à la réforme. Pour Raymond Clottu, « tout ce que la réforme propose d'économiser est redépensé derrière par une politique de l'arrosoir. Nous allons vers un trou béant, et ce n'est pas acceptable, car au final, ce sont les entreprises qui vont devoir payer. » Isabelle Moret partage cet avis : « la réforme n'est pas viable économiquement à long terme. Augmenter la rente du 1^{er} pilier de CHF 70.-, c'est voir l'AVS entrer dans les pertes à l'horizon 2030. On ne peut pas se satisfaire de cela. »



DEUX JOURS DE FORMATION
ET D'ÉCHANGES
AUTOUR DU 2^e PILIER

www.journeesdelaprevoyance.ch

Le clan des partisans, très hétéroclite puisqu'il rassemble tant des représentants de la gauche que de la droite, ne dit pas que la réforme est parfaite. Il dit qu'elle n'a pas que des défauts, et qu'il est surtout urgent d'agir, même si d'autres réajustements seront nécessaires. Ivan Slatkine, connu pour son rigorisme économique, se veut pragmatique : « il y a une réforme nécessaire qui doit être faite, et nous pensons qu'il y a, en l'état, un équilibre capable de passer devant le peuple. La réforme n'est pas parfaite, mais il faut avancer, et la proposition qui nous est soumise à ses chances, parce qu'elle est raisonnable et équilibrée. Soyons pragmatiques. »

La question du plan B

Le match aurait été nul s'il n'y avait pas eu la question du plan B. « Que faisons-nous le 25 septembre au lendemain de la votation, si la réforme est rejetée ? » demande Alexis Favre. Pour Christiane Jaquet-Berger, ce serait la preuve d'une faiblesse du 2^e pilier et il faudrait alors œuvrer pour le fusionner avec le 1^{er} pilier qui, lui, reste solide – nous vous laissons imaginer le scepticisme de la salle, composée à 100% d'acteurs de la prévoyance professionnelle, face à cette proposition. Plus raisonnable, Isabelle Moret estime qu'il faudra remettre l'ouvrage sur le métier « en séparant les mesures et en les faisant voter une à une. Cela prendra plus de temps, mais les décisions seront plus durables. » Mais le temps, l'avons-nous vraiment ?

« J'entends qu'il n'y a pas de plan B, assène Jean-Rémy Roulet. Pour un gérant de caisse de pension, il faut de la certitude. En cas de non, nous n'aurons plus cette certitude. Si on nous dit qu'on ajoute une composante d'égalité salariale, on est reparti pour 10 ans. Il y aurait un flou artistique tel qu'aujourd'hui, les gérants font confiance à la maxime *un tiens vaut mieux que deux tu l'auras*. » Ivan Slatkine estime lui aussi qu'il n'y a pas de plan B : « Cette réforme n'est pas universelle. Mais avançons, votons-la, surtout qu'on sait déjà qu'il faudra remettre l'ouvrage sur le métier. Il y a un consensus, avançons. Il n'y a pas de plan B, il n'y a rien, et dans 5 ans, ce sera pire... Le PLR prône la politique du pire ! Mais au final, tout le monde sera perdant. Avançons, même si cela n'est pas parfait. »

On le voit, si le camp du « oui » l'a sans doute emporté lors du débat des Journées de la prévoyance, c'est davantage dû à l'absence de scénario alternatif qu'à la force de ses arguments de fond. Il n'est pas sûr que cette mécanique porte sur le peuple qui risque surtout, comme toujours dans ce type de votation, de faire ses comptes.

Conférenciers de renommée internationale

Ce compte rendu ne serait pas complet sans évoquer les trois conférenciers de renommée internationale qui ont, par ailleurs, animé la manifestation. Jean-Pierre Roth (ex-BNS) avait ouvert les feux en racontant comment il avait vécu, de l'intérieur, la crise de 2008, et en expliquant pourquoi, à ses yeux, il ne faut pas s'attendre à un repli des liquidités dans le contexte actuel de politique expansive des banques nationales. Le Prof. Bruno Colmant (Degroof Peterscam) était venu ensuite donner son avis sur l'évolution des taux d'intérêt, et sur l'impact de cette évolution sur l'activité des assureurs-vie, qui ne pourront pas rester à l'abri. Enfin, Gero Jung (Mirabaud) avait répertorié pour l'audience les différentes mains visibles (celle du banquier central avec les taux d'intérêt, celle du gouvernement avec



DEUX JOURS DE FORMATION
ET D'ÉCHANGES
AUTOUR DU 2^e PILIER

www.journeesdelaprevoyance.ch

les taux de change, et celle de l'OPEP avec le pétrole) et invisible (celle de la productivité des acteurs économiques) qui influencent les marchés financiers.

La prochaine édition des Journées de la prévoyance aura lieu du 6 au 8 juin 2018 à Montreux.

MC/23.05.2017